

<https://www.pressegauche.org/Negociation-des-conventions-collectives-du-secteur-public-L-APTS-redonne-les>



# Négociation des conventions collectives du secteur public - L'APTS redonne les pinottes que le gouvernement Legault



**lui offre** Date de mise en ligne : vendredi 23 octobre 2020

- Communiqués -

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**QUÉBEC, le 23 oct. 2020 - Ce sont 500 livres de pinottes que les membres de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) ont redonnées au gouvernement Legault. Ils et elles les ont pelletées devant les bureaux du Secrétariat du Conseil du trésor afin de manifester leur grande insatisfaction face au gouvernement Legault, qui paralyse les négociations et ne se soucie aucunement des solutions proposées par le syndicat pour diminuer la surcharge de travail en améliorant l'attraction et la rétention de la main-d'oeuvre ainsi que les conditions de travail de ses 56 000 membres.**

« Depuis plusieurs mois nous n'avons reçu aucune nouvelle offre écrite de la part du gouvernement. Depuis plusieurs mois le gouvernement veut diminuer les conditions de travail de nos salarié-e-s alors qu'ils et elles sont épuisé-e-s et surchargé-e-s. Depuis plusieurs mois le gouvernement n'offre que des pinottes aux membres de l'APTS et leur refuse les primes qu'il octroie à d'autres titres d'emploi. On n'en veut pas de ses pinottes, on veut de vraies offres pour rendre nos professions attrayantes et diminuer la surcharge de travail », a déclaré la présidente de l'APTS, Andrée Poirier.

La condescendance dans les commentaires émis la veille par la présidente du Conseil du Trésor, Sonia Lebel, demandant aux syndicats d'abandonner des demandes alors que l'équipe de négociation du gouvernement fait fi des propositions syndicales, a suscité la colère de l'APTS, qui tente depuis des mois de négocier avec les représentant-e-s du gouvernement.

« Mme Lebel devrait se tenir informée de ce qui se passe à la table de négociation avant de lancer de tels propos. Nous avons soumis plus d'une centaine de propositions au gouvernement il y a un an pour s'attaquer, entre autres, à la surcharge de travail. Nous avons fait un énorme travail de priorisation. Alors je demande à Mme Lebel : quels secteurs veut-elle laisser tomber ? La protection de la jeunesse ? Le soutien à domicile ? Les laboratoires ? L'imagerie médicale ? La santé mentale ? Les centres de réadaptation en déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme ? Les CLSC ? Qu'elle les indique clairement. Ce sera à elle et à son gouvernement de porter l'odieux de ce choix. L'APTS, elle, n'abandonne personne », a ajouté Emmanuel Breton, vice-président de l'APTS, devant la montagne d'arachides.

L'APTS est consternée par la vision étroite du réseau de la santé et des services sociaux dont fait preuve le gouvernement. Dans son monde imaginaire, il n'y a de la place que pour quelques professions.

« Qui fait les analyses pour identifier les personnes atteintes de la COVID-19 ? Qui fait les examens d'imagerie médicale des patient-e-s aux soins intensifs ? Qui entretient les respirateurs qui les maintiennent en vie ? Qui s'assure de leur nutrition ? Qui s'assure de leur réadaptation après des jours alité-e-s et dans un état proche du coma ? Qui s'assure que leur dossier médical est à jour et complet ? Qui s'occupe de rassurer les gens sur les lignes d'urgence ? Qui accompagne les familles qui voient un-e de leur proche succomber au virus ? Qui s'occupe de l'anxiété de la population pendant la crise ? Qui va porter un coup de main aux infirmier-ère-s et aux préposé-e-s quand ça déborde dans les unités COVID ? Est-ce que le ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, pourrait arrêter d'ignorer le personnel professionnel et technique et lui accorder le même traitement que celui qu'il accorde aux autres titres d'emploi ? », a poursuivi Emmanuel Breton.

La surcharge de travail et la pénurie de main-d'oeuvre sont généralisées à l'ensemble du réseau et l'entêtement de M. Legault à ne pas bonifier les conditions de travail dans tous les secteurs névralgiques ne fera qu'aggraver la situation. Le gouvernement ne doit pas se contenter de combler les trous, il doit donner un véritable coup de barre.

« Ça fait 20 ans que le gouvernement diminue les conditions de travail du personnel professionnel et technique du réseau. Ça fait 20 ans qu'il lui dit qu'il n'a pas les moyens de le reconnaître à sa juste valeur. Il trouve pourtant de l'argent pour financer à perte des entreprises ou pour accorder des primes juteuses à des cadres de sociétés d'État. En pleine crise sanitaire, est-ce que le gouvernement peut se priver d'améliorer les conditions de travail de nos membres pour enfin s'attaquer à la surcharge de travail ainsi qu'à l'amélioration de l'attraction et de la rétention de la main-d'oeuvre, de la santé, et de la sécurité de nos membres ? Poser la question, c'est y répondre », a conclu le vice-président de l'APTS.